

Wasquehal, le 28 mars 2025

Isabelle Boutroy  
Kinésithérapeute  
Calais

EUROPOL  
Madame Catherine DE BOLLE  
Directrice Générale  
P.O Box 90850  
2509 LW The Hague  
THE NETHERLANDS

Sylvie Charles  
Investigatrice- Rédactrice  
Nord

Gilles Delpierre  
Retraité  
Pas de Calais

Envoi mail avec notification

Sylvie Demonchy  
Brigadier-chef Police Nationale  
Pas de Calais

Madame la Directrice,

Votre rapport d'avril 2024 a retenu l'attention de nombreux français et françaises dont la nôtre concernant les réseaux criminels les plus dangereux sévissant dans les pays de l'Union Européenne.

Noel Lapiere  
Agro-tourisme en retraite  
Les Ardennes

Europol avait été contacté en décembre 2017, concernant une affaire de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme mettant en cause la magistrature française et le Ministère des finances publiques, ainsi que la banque des Règlements Internationaux Suisse. Vos services s'étaient proposés de se joindre aux investigations auprès de Monsieur Gérard COLLOMB, ministre de l'Intérieur à l'époque. Mais, le conseiller spécial, Monsieur GIRIEZ, a refusé votre participation.

Rose Mary  
Commerçante  
La Mayenne

Florence Verheyen  
Eleveuse  
Secrétaire du Syndicat National  
Agricole Verte France  
Présidente de l'Association  
Mont Transet Vent Debout  
Environnementale  
Creuse

Depuis, cette affaire a pris des proportions démesurées, puisque le Ministère de l'Intérieur comme le Ministère de la justice ont classé cette affaire sans suite, stoppant toutes les investigations en cours, et se sont attaqués au Brigadier-chef, Sylvie Demonchy de la Police Nationale et à la famille de Sylvie Charles.

Christophe Vovard  
Brigadier-Chef Police Nationale  
La Sarthe

Aussi, les investigations sur cette affaire ont été poursuivies en « off » avec le concours de policiers, de gendarmes mais également d'autres citoyennes et citoyens français.

Emilie Tommasi  
Auteur/Réalisatrice  
Nord

Ces investigations ont permis de mettre à jour une politique mondiale au préjudice de toutes les populations et de l'état souverain des Nations. L'Union Européenne est elle-même impactée dans ce nouvel ordre mondial, et dans leur dessein, celle-ci devrait disparaître au profit du Conseil de l'Europe.

Philippe Wax  
Entrepreneur  
Aix en Provence

C'est pourquoi le 9 novembre 2024, nous avons officialisé notre entrée en résistance auprès de nos instances, qui nous ont ignoré. L'intérêt de tous est que celle-ci se fasse sans violence, mais nous sommes face à une gouvernance criminelle, qui a mis en place depuis 1990 l'eugénisme, et n'a pas hésité à laisser les victimes de la COVID19 sans soins.

...

La France est le seul pays où le peuple à la souveraineté de la Nation, ce qui implique que nous avons l'obligation de la défendre. La résistance est

donc un droit, une obligation, mais pour cela il faut démontrer que nos politiques ne sont plus au service de nos intérêts.

C'est pourquoi vous trouverez en pièce jointe : le rapport n°1 sur le terrorisme d'Etat en France, le rapport n°2 sur les atteintes portées aux intérêts fondamentaux de la Nation, mais également « *la Déclaration – Entrée en résistance, sur la trahison politique nationale et internationale de puissances étrangères – d'organisations internationales contre la France.* » Et, afin de compléter cette déclaration vous trouverez un fascicule présentant les organisations qui interviennent dans la gouvernance mondiale et les liens avec l'Union Européenne, la francophonie et d'autres organisations.

Par ailleurs, le sommet du G20 qui s'est déroulé les 18 et 19 novembre 2024 confirme qu'une gouvernance mondiale a été mise en place à l'insu des populations, et surtout en totale violation avec la Constitution française du 4 octobre 1958 et ses annexes. Comme vous le constaterez dans la déclaration, pour cela, nos politiques n'ont pas hésité à la falsifier. La Constitution qu'ils affichent sur leurs sites : conseil constitutionnel, Assemblée Nationale, Sénat... Est un faux, seule la constitution originelle inscrite au Journal Officiel du 5 octobre 1958 est légitime et légale.

Si la France tombe, elle entraînera dans sa chute tous les Etats y compris l'Union Européenne. Cette dernière est comme les Etats sous l'emprise de la « haute criminalité », qui est exercé au sein de l'ONU.

Mais, au-dessus de l'ONU nous avons découvert une autre organisation, qui se place au-dessus des lois, et qui s'imposent aux Etats, l'Organisation de Coopération Islamique. C'est pour répondre aux objectifs de cette organisation, qu'Emmanuel Macron avec Karim El Karoui ont entrepris d'imposer à la religion islamique en France, avec la création du Forum de l'Islam, afin de modifier les dogmes de celle-ci. Dans le cas présent, l'Islam est utilisé comme l'est « la francophonie ». Il faut donc faire très attention de bien faire la distinction entre la religion islamique et la politique intégriste islamique.

La population française comme les policiers et gendarmes français sont à bout de souffle. La population est ignorée, livrée aux mains de la criminalité. Quant aux forces de l'ordre, elles se retrouvent en difficulté dans leurs missions par leur propre ministère et par la justice. Les plus grands criminels de France se trouvent dans la justice. Vous trouverez les éléments dans la déclaration mais également dans les rapports 1 et 2.

Il est par ailleurs, difficile de comprendre comment aucun politique ne s'est aperçu des incohérences, telles que : le renforcement de la convention de Genève, mais en parallèle la mise en place des armées hybrides, ne répondant à aucun traité, ni convention pouvant assassiner, torturer, violer, spolier les biens d'autrui, infiltrer les Etats et les déstabiliser, les détruire de l'intérieur. Ces armées ont en plus l'immunité.

**Des citoyennes**  
**Et**  
**Des citoyens**  
**Français**  
**De toute la France**  
**Y compris**  
**Des départements**  
**hors métropole**  
**La Corse**  
**La Réunion**  
**La Gualoupe**  
**La Martinique**  
**Mayotte**  
**Nouvelle Calédonie**  
**Saint Barthélémy**  
**Saint Martin**  
**Saint Pierre et Miquelon**  
**Les îles de Wallis et Futuna**

...

On a découvert que le comité international de la Croix rouge chargé de superviser les conventions de Genève, et, fait partie également de la gouvernance mondiale, gouvernance mondiale qui a des privilèges et l'immunité. Immunité plus élargie que celle de l'ONU. Voici l'article 19 de la charte de l'Organisation de Coopération Islamique : « *Dans l'accomplissement de leurs missions, le Secrétaire général, les Secrétaires généraux adjoints et le personnel ne solliciteront, ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiendront de toute action susceptible de porter atteinte à leur statut de fonctionnaires internationaux responsables uniquement devant l'Organisation. Les Etats membres sont tenus de respecter exclusivement ce caractère international des fonctions du Secrétaire général et du personnel et de ne pas chercher à les influencer de quelque façon que ce soit dans l'accomplissement de leurs tâches.* »

Dans cette gouvernance mondiale, les pays occidentaux sont exclus. Pour cela, nos politiques sont formés dans l'ignorance « politique » au profit de la cupidité, et ils ont instauré une dissidence au sein de la population en instaurant l'influence des dérives sectaires. Une alerte avait été tiré en 1980, y compris auprès de l'Union Européenne, une nouvelle alerte a été faite par l'organisme de surveillance, la MIVILUDES, mais ignorée par le gouvernement. Ces dérives sectaires ont pour but de conduire les Etats ciblés à leur autodestruction, c'est le cas de la France mais également celui des Etats membres de l'Union Européenne.

Les éléments qui vous sont transmis devraient aider à mieux cerner l'ampleur de la situation, et de permettre de renforcer le rôle de la police dans les Etats membres, pour cela, il est nécessaire de nous apporter votre soutien, en commençant par officialiser notre entrée en résistance devant l'Union Européenne, et prendre les mesures pour neutraliser les organisations et les personnes qui se sont infiltrées dans l'Union Européenne. Nous savons que les policiers des Etats membres sont en mesure de le faire, nous vous en donnons la possibilité. L'Organisation de Coopération Islamique est la gouvernance du terrorisme mondiale sous toutes ses formes.

Nous sommes bien sûr à votre disposition, dans l'attente, veuillez recevoir, Madame la Directrice, l'assurance de nos salutations distinguées.

Des citoyennes et citoyens français

